

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## AMÉRIQUE ANDINE

UNE PUBLICATION DU

SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE BOGOTÁ

N° 38 – 13 octobre 2022

### En bref

Dans son dernier rapport sur les perspectives de l'économie mondiale, le FMI prévoit une croissance de 3,5 % en Amérique latine en 2022, légèrement supérieure à la moyenne mondiale (3,2 %). Celles pour 2023 sont toutefois inférieures à la moyenne mondiale et se situent à 1,7 % (contre 2,7 % au niveau mondial). Le

Guyana devrait être le pays enregistrant la plus forte croissance en 2023 (à 25,2 %, contre 57,8 % en 2022) et le Chili la plus faible, avec une baisse de son activité économique (1,0 % en 2023).

### LE CHIFFRE À RETENIR

# 3,5 %

C'est la croissance prévue par le FMI pour l'Amérique latine en 2022.



### Zoom sur : La Colombie est devenue le 14<sup>ème</sup> pays à ratifier l'accord d'Escazú.

L'accord vise à garantir l'accès à l'information environnementale et à la justice pour les activistes environnementaux. Pour mémoire, la Colombie est le 2<sup>ème</sup> pays du monde en termes d'assassinats de leaders environnementaux (après le Brésil).



## BOLIVIE

**La Banque Mondiale et le FMI prévoient une croissance supérieure à la moyenne régionale pour 2022 et 2023.**

La Banque Mondiale a revu à la hausse ses projections de croissance de 3,9% à 4,1% pour 2022 (+3 pts vs. la moyenne régionale). Le FMI prévoit une croissance de 3,8% cette année et de 3,2% pour 2023. Cette prévision est inférieure à l'estimation de la Banque mondiale, mais supérieure à celle de la CEPAL (3,5%). Selon l'Article IV du FMI publié le mois dernier, ce niveau de croissance permettrait de ramener le PIB à son niveau pré-pandémique d'ici la fin de l'année. Le FMI prévoit par ailleurs une inflation de 3,2% pour la fin de l'année, et de 3,6% pour 2023. Selon l'Institut National de statistiques Bolivien, l'inflation cumulée en septembre continue d'être relativement contenue (1,8%, soit +0,1% par rapport au mois d'août).

## COLOMBIE

**Le FMI relève ses prévisions de croissance pour 2022, à 7,6%.**

Cela représente une augmentation d'1,8 pt par rapport à sa prévision d'avril (à 5,8%). Toutefois, la prévision de croissance pour 2023 baisse, à 2,2% (contre 3,6% en avril). Cette reste néanmoins très supérieure à celle de la Banque centrale colombienne (0,7% pour 2023).

**La réforme fiscale proposée par le nouveau gouvernement colombien a été approuvée en première lecture le 6 octobre dernier.**

Pour mémoire, la réforme vise à collecter 4,7 Mds USD supplémentaires en 2023, en renforçant la progressivité de l'impôt, en accroissant la contribution des secteurs extractifs et en taxant les activités à externalités négatives. Le Ministre des Finances, J.A. Ocampo a remercié les Parlementaires pour le vote de cette réforme, qu'il porte depuis sa désignation en août dernier. L'opposition a toutefois critiqué la réforme, considérant qu'elle a été mise au vote après trop peu d'échanges, et qu'elle engendrera plus d'inflation, plus de chômage et une destruction de l'appareil productif. Les prévisions de recettes ont été abaissées de 0,8 Mds USD par rapport au projet de loi initialement présenté.

**Le chômage continue de baisser, à 10,6% en août.**

Cela représente une diminution de 2,3 pts g.a., lorsque le chômage se situait à 12,9%. La Colombie retrouve ainsi son niveau de chômage pré-pandémique (à 11,2% en août 2019). Le taux d'informalité reste particulièrement élevé dans le pays, à plus de 58% selon l'Institut national de statistiques (DANE).



## Le peso colombien (COP) atteint son niveau le plus faible jamais enregistré face à l'USD.

Il atteint 4 268 COP pour 1 USD ce 7 octobre, soit 0,14 COP de plus que le dernier point bas enregistré à la mi-juillet. Cette dépréciation est liée à l'incertitude sur marchés mondiaux et à une communication du Président Petro annonçant une possible taxation des sorties de capitaux. Le Ministre des Finances a toutefois rassuré les marchés, indiquant que le Gouvernement ne mettrait pas en place d'impôt de ce type. Le COP s'est ainsi déprécié de plus de 16 % face à l'USD depuis le début de l'année.

## La dette externe de la Colombie augmente marginalement en juillet.

Elle atteint 176,1 Mds USD (+0,2 Md USD sur le mois) soit 50,7 % du PIB. La dette externe privée s'élève à 75,3 Mds USD (21,7 % du PIB) et la dette externe publique à 100,8 Mds USD (29 % du PIB).

## ÉQUATEUR

### Une augmentation de 390 % des IDE au T2 2022 relativisée par la Banque centrale.

Les IDE ont ainsi atteint 676 M USD sur le trimestre, selon la Banque centrale, soit la meilleure performance en sept ans. Le Gouvernement s'est félicité de ces entrées de capitaux, selon lui liées aux mesures prises pour récupérer la confiance de la communauté internationale. La Banque centrale a toutefois relativisé ce résultat, indiquant que ces flux entrants correspondent au paiement d'une dette en action par une entreprise équatorienne (Ruart Ecuador, transfert d'actions au profit de sa maison mère en Uruguay), sans flux effectif de devises. La Chine a été le 2<sup>ème</sup> apporteur d'IDE sur le semestre (16 M USD).

### Les transferts financiers réalisés par les migrants continuent d'augmenter fortement au T2 2022, mais ralentissent.

Ils atteignent 1,2 Md USD, soit une augmentation de +5,2 % vs. le T1 2022 et +6,7 % g.a, selon les chiffres de la Banque centrale. Pour mémoire, ils avaient augmenté près de +20 % g.a. au T1 2022. La Banque centrale indique que ces flux sont principalement issus d'activités informelles aux Etats-Unis et en Europe. Ils lient la décélération au T2 à la fragilisation de la croissance aux Etats-Unis.

## GUYANA

**VEOLIA WATER TECHNOLOGIES, via sa filiale WS Westgaith Ltd, a remporté l'appel d'offre pour la fourniture d'un module de traitement de l'eau de mer sur une plateforme pétrolière au niveau du block offshore Stabroek.**

Le contrat porte sur la conception, l'approvisionnement et la fourniture d'un équipement destiné à traiter 15 350 m<sup>3</sup>/h d'eau de mer notamment pour l'injection d'eau de mer à faible teneur en sulfates, permettant une extraction du pétrole plus efficace, minimisant ainsi l'empreinte carbone des opérations de la plateforme. Il s'agira du 3<sup>e</sup> équipement du même type fourni par VEOLIA sur ce block offshore guyanien et du 14<sup>e</sup> projet de Veolia dans le domaine de la technologie SRP avec SBM Offshore.

## PÉROU

**La Banque Mondiale et le FMI revoient leurs estimations de croissance à la baisse pour le Pérou.**

La Banque Mondiale (BM) prévoit que l'économie péruvienne enregistrera une croissance de 3,1% en 2022, soit 0,1 points de moins que ses prévisions de janvier. En 2023, la croissance serait de 2,9%, également inférieure aux 3% prévus en début d'année. Le FMI a

également mis à jour ses projections pour la croissance de l'économie péruvienne en 2022 et 2023, à 2,7% (vs. 2,8% initialement prévus) et 2,6% (vs. 3,0% initialement prévus) respectivement. Au niveau régional, seuls trois autres pays enregistreraient une croissance plus basse: le Paraguay (0,2%), le Chili (2%) et le Mexique (2,1%). Selon la Banque Mondiale, ces prévisions s'expliqueraient, malgré l'augmentation de la production minière, par une plus grande incertitude politique, tendant à ralentir les investissements. Elle a également noté que la normalisation en cours du marché du travail soutiendra l'expansion de la consommation, tout comme la croissance des dépenses publiques.

**La BCR relève son taux directeur de 0,25 pt. Il passe de 6,75% à 7%.**

La Banque centrale de réserve (BCR) continue ainsi d'ajuster l'orientation de sa politique monétaire pour lutter contre l'inflation. La BCR s'attend à ce que l'inflation revienne dans sa fourchette cible (entre 1% et 3%) au second semestre 2023, en raison de la modération de l'effet des prix internationaux des denrées alimentaires et de l'énergie, et d'une réduction des anticipations d'inflation. Pour mémoire, l'inflation atteint 8,4% g.a. en septembre, niveau bien supérieur à la borne supérieure de la fourchette d'inflation visée.

## SURINAME

**L'accord franco-surinamais de restructuration de la dette surinamaïse a été signé le 11 octobre.**

En marge des assemblées annuelles du FMI et de la Banque Mondiale à Washington, le Directeur Général du Trésor Emmanuel Moulin et le Ministre des Affaires étrangères, du Commerce international et de la Coopération internationale de la République du Suriname Albert Ramdin ont signé le 11 octobre, l'accord bilatéral de restructuration de la dette surinamaïse détenue par la France. Cette signature suit l'accord multilatéral convenu le 22 juin dernier entre les créanciers du Club de Paris et la République du Suriname, visant à rééchelonner les arriérés et toutes les échéances de la période du programme du FMI. La France, avec les autres créanciers du Club de Paris, ouvre la voie pour le Suriname à la restructuration de la dette des autres créanciers extérieurs du pays.

## VENEZUELA

**Conindustria estime que le secteur industriel aura une croissance de 10 % en 2022.**

Le Président de la Confédération des Industriels vénézuéliens (Conindustria) a indiqué que les activités industrielles ont été dynamiques sur l'année. Il a présenté les contraintes

structurelles que devra affronter le Venezuela pour maintenir le rythme de croissance, principalement le manque de pouvoir d'achat des ménages. Il a rappelé que le secteur industriel vénézuélien n'opère à ce jour qu'à 31 % de ses capacités.

**La croissance atteindra 6 % en 2022 et 6,5 % en 2023, selon les prévisions du FMI.**

Le pays devrait ainsi maintenir un niveau de croissance significatif en 2023, malgré la décélération prévue au niveau mondial. L'inflation reste toutefois très importante: le FMI la prévoit à 210 % en 2022 (vs. près de 1 600 % en 2021), et à 195 % en 2023.

**Les agriculteurs vénézuéliens demandent l'imposition de droits de douane pour les produits colombiens.**

A la suite de la reprise des relations commerciales entre la Colombie et le Venezuela, les agriculteurs considèrent que si l'exécutif national autorise l'entrée de produits alimentaires colombiens, les producteurs vénézuéliens ne seront pas en mesure de les concurrencer en raison des contraintes auxquelles ils doivent faire face (manque de financement empêchant l'acquisition d'intrants agricoles ; inflation et pénurie de carburant ; pénurie de main-d'œuvre du fait de l'émigration massive).



**Un juge fédéral états-unien a approuvé le 11 octobre un calendrier pour la mise aux enchères des actions de Citgo – filiale de l'entreprise publique *Petroleos de Venezuela* (PDVSA).**

Le juge fédéral Leonard Stark a donné son feu vert au calendrier de la mise aux enchères des actions de la *holding* propriétaire de Citgo (compagnie de statut états-unien et détenue par la PDVSA), en paiement à Crystallex (société minière canadienne) pour l'expropriation d'une mine d'or ordonnée par le régime d'Hugo Chávez en 2008. Le calendrier prévoit une période de six mois, jusqu'en avril 2023, pour consulter l'*Office of Assets Control* (agence états-unienne en charge de l'application des sanctions) sur la procédure. Citgo est évaluée à 12 Mds USD et la dette due à Crystallex à la suite de l'expropriation atteint 0,97 M USD.

## Indicateurs de la semaine

Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone (2022) :

	Population (en M d'hab.)	PIB réel (Mds USD)	Croissance du PIB		Compte courant (en % du PIB)	Dette publique brute (en % du PIB)	IDH (rang mondial)	Inflation (%)	
	2022 p.	2022 p.	2021	2022 p.	2022 p.	2022 p.	2021	Variation par rapport à 2020	Variation en g.a. en août
<b>BOLIVIE</b>	11,96	40,9	6,1	4	-2,8	83,9	118	+1	1,6
<b>COLOMBIE</b>	51,6	271,6	10,6	3,8	-4,4	67,6	88	0	10,8
<b>EQUATEUR</b>	18	109,98	4,2	3,5	1,7	59,9	95	+4	3,8
<b>GUYANA</b>	0,792	9,8	19,9	48,7	13,7	36,2	108	+1	6,4
<b>PEROU</b>	34,2	231,7	13,3	4,6	0,1	36,8	84	+1	8,4
<b>SURINAME</b>	0,617	2,9	-3,5	1,5	-1,6	137,5	99	-7	39,1
<b>VENEZUELA</b>	26,9	n.a*	-5	-3	-0,7	n.a	120	-2	153
<b>ARGENTINE</b>	45,8	483,8	10,3	2,5	0,8	n.a	47	0	78,5
<b>BRESIL</b>	213,9	1810,6	4,6	1,5	-1,7	90,2	87	-1	8,7
<b>CHILI</b>	19,9	352,7	11,7	2,5	-2,2	37,3	42	+1	14,1
<b>MEXIQUE</b>	130,1	1371,6	4,8	4,0	-0,3	60,1	86	+2	8,7

Source : données Banque mondiale, FMI (WEO, avril 2022), PNUD.

\* 43,5 Mds USD selon des économistes indépendants.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)